

### Les subsides

Un congrès néo-démocrate provincial aura lieu vendredi prochain dans ma circonscription, à l'Université de la Colombie-Britannique. Voici ce qu'on a écrit dans la Presse canadienne à propos de ce congrès:

Le congrès de cette année du Nouveau parti démocratique provincial ne va peut-être pas susciter le même enthousiasme que la course de l'an dernier à la direction du parti,...

C'est un fait. Ce sera tellement fastidieux et ennuyeux que le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) a décidé de mettre un peu d'action cet après-midi.

D'après moi, nous devrions d'abord nous intéresser aux problèmes qui concernent notre gouvernement et je vais m'expliquer dans un moment. Cependant, permettez-moi de faire remarquer au parrain de la motion et à ses collègues, que le Nouveau parti démocratique contribue lui-même aux difficultés de la Colombie-Britannique. La polarisation qui s'est effectuée entre le Crédit social à droite et le NPD à gauche, paralyse la province depuis des années. Personne ne veut de compromis, personne ne recherche de consensus, et il n'y a pas de débat civilisé. Il est urgent, je pense, qu'une troisième voix modérée se fasse entendre dans cette province.

[Français]

Il ne faut pas dire trop souvent que la polarisation dans la province de Colombie-Britannique est extrême. Au lieu d'avoir un consensus, au lieu d'avoir des discussions civilisées, il y a plutôt des confrontations perpétuelles. Et cela contribue à une ambiance politique presque pourrie.

[Traduction]

Voilà pourquoi j'estime que cette voix modérée finira par triompher. Nos vis-à-vis ne sont peut-être pas d'accord, mais je pense que le libéralisme et la modération pourront enfin l'emporter à l'Assemblée législative de cette province ainsi qu'au Parlement du Canada.

Si quelqu'un a des suggestions à faire à un autre gouvernement, il devrait aller les lui faire en personne. C'est ce que j'ai fait à Kamloops, vendredi dernier dans la circonscription du député de Kamloops-Shuswap, comme je l'avais fait avant le même jour à Kelowna, dans la circonscription provinciale du premier ministre, l'honorable William Bennett. J'ai parlé de projets dans lesquels le gouvernement fédéral a joué un rôle.

En ce qui concerne l'investissement pour l'avenir, la question la plus pressante est l'éducation. C'est la clé de notre avenir à tous et c'est elle qui devrait être notre grande priorité. À l'heure actuelle, c'est la pagaie totale dans l'éducation en Colombie-Britannique. Ni le gouvernement de la province, ni le gouvernement fédéral ne sont pressés de redresser la situation. La nouvelle technologie nous a envahis et si la province ne prépare ses jeunes en vue de cette mutation, nous ne pourrions nous mesurer avec les pays de l'Anneau du Pacifique, notre marché naturel.

Il est absolument essentiel de reconvertir la main-d'œuvre âgée qui est supplantée par les machines et les robots et malmenée par les cycles économiques. L'avenir de la Colombie-Britannique passe par l'enseignement technique. Si nous voulons que les jeunes de cette province développent leur potentiel, contribuent à l'avenir de leur pays et aussi entretiennent l'espoir, il faudra déployer davantage d'efforts en faveur de l'éducation que ne le fait la Colombie-Britannique.

• (1620)

L'enseignement relève essentiellement des provinces, en effet. Mais le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans ce domaine, lui aussi. Je me rappelle avoir négocié des ententes relatives à l'enseignement postsecondaire quand j'étais ministre des Finances. Ces ententes étaient assumées à parts égales entre le gouvernement du Canada et l'Assemblée législative de chaque province. Mais les habitants de la Colombie-Britannique ont constaté, au fil des ans, que les fonds fédéraux payés par les contribuables canadiens en général étaient détournés peu à peu à d'autres fins au point que ces parts égales que les contribuables de cette province et les contribuables du Canada devaient assumer n'existaient pratiquement plus. Les contribuables du Canada assumeront la totalité des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire en Colombie-Britannique parce que les fonds destinés à ce secteur ont été détournés à d'autres fins.

C'est ce qui explique les problèmes qu'éprouvent les universités de la Colombie-Britannique. Elles perdent leurs meilleurs chercheurs et leurs meilleurs professeurs. L'aide aux étudiants fait également l'objet de compressions, rendant ainsi l'université moins accessible à l'ensemble de la population, c'est-à-dire à tout le monde, indépendamment du revenu ou de la situation familiale. On néglige actuellement d'investir dans ce domaine, surtout en Colombie-Britannique.

Nous voulons nous ouvrir aux pays du Pacifique et trouver des débouchés en Extrême-Orient. Nous devrions offrir des cours de chinois, de japonais, de coréen, de russe et de langues orientales à nos jeunes étudiants de la Colombie-Britannique. Nous devrions leur apprendre la culture et les pratiques commerciales de ces peuples pour que notre province puisse se tailler une place sur les marchés internationaux. Or, le gouvernement de la Colombie-Britannique ne relève pas ce défi en donnant suite aux initiatives fédérales.

M. George Pedersen, l'ex-président de l'Université de la Colombie-Britannique qui se trouve dans ma circonscription, a remis sa démission. Voici ce qu'il a déclaré:

Je trouve totalement inacceptable l'incertitude et l'absence criante de toute planification qui affligent nos établissements universitaires en Colombie-Britannique.

Voilà maintenant que le ministre de l'Éducation de cette province démantèle des conseils scolaires au niveau primaire et secondaire. Je ne partage peut-être pas toujours les opinions de certains administrateurs du conseil scolaire de Vancouver et d'autres conseils scolaires, mais ils ont été élus démocratiquement par leurs concitoyens. Nous avons des commissions scolaires locales pour mieux coordonner les priorités des parents et des enseignants et faciliter le fonctionnement des écoles dans les diverses localités. C'est au niveau local et non à Victoria ou, à plus forte raison, à Ottawa, qu'on peut assurer la meilleure gestion scolaire. Les membres des commissions scolaires ont été congédiés. Cette initiative me semble brutale et draconienne. Comme je l'ai dit à Kelowna, dans la circonscription du premier ministre provincial, je trouve que c'est un viol du processus démocratique.

Je voudrais parler également du régime d'assurance-maladie. La Cour suprême de la Colombie-Britannique a déclaré que le gouvernement de la province violait la Charte des droits